

# Chronologie 1989 (\*)

## Environnement extérieur de la France

### Événements internationaux

- III. 6 — Ouverture à Vienne des négociations sur les forces conventionnelles en Europe. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères présente un plan de désarmement en trois phases.
- 11 — Un sommet sur la protection de l'atmosphère du globe est réuni à La Haye pour créer une autorité mondiale de l'environnement.
- 29-30 — Sommet de l'OTAN à Bruxelles. Georges Bush, président des Etats-Unis depuis le 20 janvier, fait de nouvelles propositions de désarmement qu'Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères accueille favorablement : retrait de 10 % des troupes américaines en Europe.
- VI. 5-7 — Réunion de l'OPEP à Vienne où il est décidé d'augmenter le plafond de production de 18,5 à 19,5 millions de barils par jour.
- VII. 14-16 — Le sommet des sept pays les plus industrialisés a lieu à Paris, à la Pyramide du Louvre, puis à l'Arche de la Défense. Les Sept énoncent trois priorités : maintien d'une croissance équilibrée, meilleure insertion des pays en développement dans l'économie mondiale et sauvegarde de l'environnement.
- IX. 23 — Réunion à Washington des ministres des Finances des sept pays les plus industrialisés qui condamnent la hausse persistante du dollar. Après avoir atteint le 6,75 F le 15, il revient, le 29, grâce aux interventions des banques centrales à 6,33 F.

---

(\*) Une chronologie pour les années 1972 à 1981 se trouve dans le numéro 1 de la Revue, et pour les années suivantes dans les numéros 3, 6, 10, 14, 18, 22 et 26. Les événements y sont répartis en deux catégories, politiques et économiques. Dans cette chronologie 1989, ils sont confondus ; mais elle comporte, comme antérieurement, une première partie consacrée à l'environnement extérieur de la France et une seconde à la France.

- X. 5 — Les banques centrales européennes décident une hausse concertée de leurs taux directeurs.
- 11 — Le prix Nobel d'économie est attribué au norvégien Trygve Haavelmo, considéré comme le père de l'économétrie moderne.
- 13 — Mini-krach à la Bourse de New-York.
- XII. 2-3 — Sommet américano-soviétique où Mikhaïl Gorbatchev et Georges Bush se rencontrent dans l'île de Malte. Georges Bush déclare «soutenir» la politique de Mikhaïl Gorbatchev et annonce son intention d'intégrer l'URSS à la communauté financière internationale. Un sommet des dirigeants des deux alliances est prévu pour 1990.

### CEE

- II. 8 — La commission de la CEE rend public ses propositions de directive communautaire sur la fiscalité de l'épargne et propose une retenue à la source de 15 % sur les revenus de l'épargne des résidents de la Communauté qui effectuent des placements dans un pays membre. La Grande-Bretagne et le Luxembourg s'y opposent.
- 18 — Accord financier entre la CEE et les 66 pays des ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique) sur le soutien financier apporté par les Douze à l'assainissement des pays pauvres.
- IV. 5-8 — Réunion ministérielle du Gatt à Genève où les Etats-Unis renoncent à imposer à la CEE la suppression totale des subventions aux exportations agricoles.
- 17 — Publication du rapport du «Comité Delors» qui propose trois étapes pour parvenir à l'union économique et monétaire.
- VI. 15 — Elections européennes en Grande-Bretagne, en Irlande, au Danemark et aux Pays-Bas. Le taux d'abstention est très élevé (41 % en moyenne). Les socialistes, les écologistes et l'extrême droite progressent en sièges. En RFA succès du Parti républicain d'extrême droite (6 sièges), en Grande-Bretagne défaite des conservateurs face aux travaillistes, en Espagne maintien des socialistes.
- 16 — L'Espagne annonce l'entrée, à partir du 19, de la peseta dans le système monétaire européen.
- 18 — Elections européennes en France caractérisée par une abstention record (51,19 %). La liste RPR-UDF conduite par Valéry Giscard d'Estaing est en tête, obtenant 28,87 % des voix et 26 sièges. La liste du PS de Laurent Fabius obtient

- 23,61 % des voix et 22 sièges. Les Verts conduits par Antoine Waechter font leur entrée au Parlement avec 10,59 %, soit 9 sièges. La liste de Simone Veil n'obtient que 8,42 % des voix et 7 sièges et celle du PC de Philippe Herzog, avec 7,71 % des voix et 7 sièges, perd 3 élus.
- 26-27 — Conseil européen à Madrid où les membres affirment être déterminés à «réaliser progressivement l'union économique et monétaire», le calendrier n'étant pas précisé. Margareth Thatcher maintient son hostilité aux transferts de souveraineté prévus par le projet d'union monétaire.
- VII. 17 — Les pays de la Communauté décident d'accorder à la Pologne une aide alimentaire d'urgence de 770 millions de francs.
- 25 — Enrique Baron, socialiste espagnol, est élu président du Parlement européen.
- X. 2 — Lancement officiel du projet proposé par François Mitterrand d'un Eurêka audiovisuel. Vingt-six pays européens y adhèrent.
- XI. 2 — La Grande-Bretagne présente une contre-proposition au plan d'union européenne de Jacques Delors, jugé trop volontariste et trop administratif. La proposition se fonde sur une approche «évolutive» fondée sur le libre jeu des forces du marché et la concurrence entre les monnaies.
- 18 — Face à la crise du monde communiste, les douze chefs d'Etat et de gouvernement de la communauté européenne se réunissent à Paris à l'invitation de François Mitterrand pour définir le rôle de la CEE dans l'élaboration d'un nouvel ordre européen, avant le sommet Bush-Gorbatchev, du début décembre. Les Douze expriment leur «solidarité» avec les mouvements qui, en Europe de l'Est travaillent au «déclin des totalitarismes».
- 27 — Signature à Bruxelles d'un important accord de commerce et de coopération entre la CEE et l'URSS.
- XII. 8-9 — Conseil européen à Strasbourg où Helmut Kohl se rallie au processus d'union économique et monétaire. Adoption d'une déclaration commune qui prévoit que le peuple allemand pourra «retrouver son unité à travers une libre autodétermination». Ce droit ne pourra s'exercer que «dans un contexte de dialogue et de coopération Est-Ouest» et «se situe dans la perspective de l'intégration communautaire» et le respect des accords d'Helsinki, reconnaissant l'intangibilité des frontières. Les Douze approuvent le projet de création d'une banque pour les pays de l'Est proposée par François Mitterrand. Le projet de charte sociale est adopté sauf par Margareth Thatcher.

- 11 — Pour la première fois le Parlement européen, par 198 voix contre 91 et 18 abstentions, lève l'immunité parlementaire d'un député, Jean-Marie Le Pen, président du FN. Celui-ci avait proféré en septembre 1988 à l'encontre du ministre français de la Fonction publique M. Durafour, le nom de «Durafour crématoire».

**Allemagne (République démocratique d') :**

- IX. 3 — Plus de 10 000 Allemands de l'Est émigrent vers la Hongrie pour atteindre la RFA.
- IX. 13 — La RDA accuse la Hongrie de violer des traités de droit international et de porter atteinte à ses intérêts fondamentaux.
- 25 — Huit mille personnes manifestent à Leipzig en faveur des réformes.
- X. 1 — Plus de 6 300 Allemands de l'Est réfugiés dans les ambassades de RFA à Varsovie et à Prague parviennent en RFA.
- 2 — Quinze mille personnes défilent à Leipzig pour réclamer des réformes.
- 3 — Le gouvernement est-allemand accepte que les réfugiés des ambassades partent en RFA. Dans la nuit du 4 au 5, des milliers de personnes tentent de prendre d'assaut des trains qui venant de Prague passent par la RDA.
- 6-7 — Mikhaïl Gorbatchev, en visite officielle en RDA, y encourage les partisans des réformes. Des manifestations ont lieu dans les principales villes de RDA. Les manifestants sont 70 000 le 9 et 150 000 le 16 ; l'armée n'intervient pas.
- 18 — Remplacement d'Erich Honecker comme secrétaire général du Parti communiste (SED) par Egon Krenz, son dauphin.
- 30 — Cinq cent mille personnes défilent dans les rues pour réclamer des élections libres et «la démocratie maintenant». Egon Krenz affirme que «le futur de la RDA repose sur le socialisme».
- XI. 10 — Les autorités de la RDA décident l'ouverture de la frontière à l'Ouest. Les Allemands peuvent désormais passer librement de l'Est à l'Ouest. Des points de passage du mur de Berlin — édifié en 1961 — restent ouverts sans formalités et des centaines de milliers de Berlinoises de l'Est vont de l'Est à l'Ouest et peuvent regagner librement leur domicile à l'Est.

Le PC se prononce pour des élections «libres» et «secrètes».

- 13 — Réunion en session extraordinaire du Parlement qui nomme Hans Modrow nouveau chef du gouvernement. Le mouvement d'exode de la population de l'Allemagne de l'Est semble s'enrayer.
- Plus de 200 000 allemands se rassemblent à Leipzig pour réclamer des élections libres et exiger que le PC renonce à son rôle dirigeant. Hans Modrow, nouveau Premier ministre annonce la formation d'un gouvernement de coalition.
- 17 — Hans Modrow réitère son opposition à la réunification de l'Allemagne et propose la négociation d'une nouvelle «communauté contractuelle» entre les deux Etats allemands allant «bien au-delà» du traité conclu en 1972. Hans Modrow présente son gouvernement, composé de 28 ministres dont 11 qui ne sont pas membres du PC mais appartiennent aux petites formations alliées au SED.
- 20 — Manifestations à Leipzig pour une accélération des réformes.
- XII. 8-9 — Réunion du Parti communiste où l'avocat Gregor Gysi est nommé président du PC est-allemand.

### **Allemagne (République fédérale d')**

- I. 1 — Pendant l'année 1988 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 1,6 % et en moyenne de 1,2 % par rapport à 1987 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 5,6 % et en moyenne de 3,6 % par rapport à 1987 ;
  - l'excédent commercial a été de 127,29 milliards de DM et celui de la balance des paiements courants de 84,7 milliards de DM.
- A la fin de 1987 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,138 millions, soit 8,3 % de la population active.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1989 la hausse des prix de détail a été de 1 %.
- 20 — La Bundesbank relève le taux d'escompte de 4 à 4,5 %.
- 27 — La retenue à la source de 10 %, instituée le 1<sup>er</sup> janvier sur les revenus des obligations, est suspendue à partir du 1<sup>er</sup> juillet.
- VI. 29 — La Bundesbank élève le taux d'escompte de 4,5 à 5 %.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1988 la hausse des prix de détail a été de 1 %.

- IX. 8 — Helmut Haussmann, ministre de l'Economie, autorise la fusion du constructeur automobile Daimler-Benz avec le groupe aéronautique Messerschmidt Bolkow Blohm (MBB).
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1988 la hausse des prix de détail a été de 0,3 %.
- 5 — La Bundesbank élève le taux d'escompte de 5 à 6 %.
- XI. 28 — Helmut Kohl présente au Bundestag les grandes lignes d'un plan en dix points de rapprochement avec la RDA.
- 30 — Assassinat d'Alfred Herrhausen, président de la plus importante banque de la RFA, la Deutsche Bank.
- XII. 19-20 — Première visite officielle d'Helmut Kohl en RDA. La RFA et la RDA commencent à mettre en place leur «communauté contractuelle».
- 21-22 — Un nouveau passage dans le mur de Berlin est ouvert : la porte de Brandebourg dont la fermeture avait été le symbole de la division de l'Allemagne.

### **Brésil**

- XII. 17 — Fernando Collor, candidat de la droite, est élu président du Brésil.

### **Bulgarie**

- XI. 10 — Todor Jivkov, doyen des dirigeants des pays socialistes cède sa place à la tête du parti communiste bulgare à un homme plus jeune : Petar Mladenov, ministre des Affaires étrangères depuis 1971.
- 18 — A Sofia des dizaines de milliers de manifestants défilent pour réclamer des élections libres.
- XII. 8-9 — Le comité central procède à un remaniement important de la direction du parti qui renforce la position de Petar Mladenov, successeur de Todor Jivkov, lequel est exclu du comité central.
- 29 — Plénum du comité central du PC qui décide de donner aux musulmans la liberté de choisir leur nom, leur langue et leur religion.

### **Chili**

- XII. 14 — Le démocrate-chrétien Patricio Aylwin est élu au premier tour à la présidence de la République avec 55,2 % des voix. Il succédera en mars prochain au général Pinochet.

### **Chine**

- IV. 17 — Début des manifestations étudiantes contre le régime sur la place Tiananmen, après la mort de Hu Yaobang, ancien secrétaire général du PCC.
- 27 — Un demi-million de personnes manifestent sur la place.
- V. 13 — Grève de la faim des étudiants pour l'ouverture d'un dialogue avec les autorités.
- 15-18 — Visite officielle de Mikhaïl Gorbatchev à Pékin, où des manifestations contre le régime perturbent sa visite.
- 19 — Le Premier ministre, Li Peng fait appel à l'armée, que le peuple bloque à la périphérie de la capitale.
- VI. 3-4 — Les forces militaires envahissent Pékin et ouvrent le feu sur les étudiants et la foule rassemblée place Tiananmen.
- 9 — Deng Xiaoping réapparaît en public et prononce un discours dans lequel il félicite les militaires d'avoir écrasé la «rébellion contre-révolutionnaire».
- VII. 20 — Cinq dissidents chinois recherchés en Chine pour leur activité politique annoncent à Paris la création d'un «front démocratique».

### **Espagne**

- X. 29 — Elections législatives : le Parti socialiste (PSOE) de Felipe Gonzales conserve de justesse la majorité absolue avec 176 sièges (- 8) des 350 sièges. Le Parti populaire se maintient avec 106 sièges (+ 1). La coalition Gauche unie passe de 7 à 17 sièges.

### **Etats-Unis**

- I. 1 — Pendant l'année 1988 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 4,2 % et en moyenne de 4 % ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 5 % et en moyenne de 5,7 % par rapport à 1987 ;

- le déficit commercial a été de 126 milliards de dollars et celui de la balance des paiements courants de 135 milliards de dollars.
- A la fin de 1988 le nombre des demandeurs d'emploi était de 6,554 millions, soit 5,3 % de la population active.
- 20 — Le président Georges Bush prend ses fonctions.
- II. 24 — La Réserve fédérale élève son taux d'escompte de 6,50 à 7 %.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1989 la hausse des prix de détail a été de 1,3 %.
- 14 — Accord sur le budget 1990 entre la Maison Blanche et le Congrès. Le déficit budgétaire, de 155,1 milliards de dollars en 1988, devrait être réduit à 99,4 milliards en 1989. Le 25 les crédits de défense sont réduits de près de 10 milliards.
- V. 22 — James Baker, secrétaire d'Etat américain demande à Israël de renoncer définitivement à tout projet d'annexion des territoires occupés.
- VI. 15 — Réduction du déficit commercial à 8,26 milliards de dollars en avril, contre 9,54 milliards en mars.  
Envolée du dollar, qui vaut 6,92 F et 2,04 DM, point le plus haut de l'année 1989.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1989 la hausse des prix de détail a été de 1,6 %.
- 9-13 — Georges Bush effectue une visite officielle en Pologne et en Hongrie.
- VIII. 9 — Georges Bush approuve la loi votée par le Congrès qui accorde 159 milliards pour sauver de la faillite trois mille caisses d'épargne américaines.
- IX. 5 — Georges Bush présente un plan de 7,9 milliards de dollars pour lutter contre la drogue.
- 28 — La Chambre des représentants, quoique à très forte majorité démocrate, soutient le président Georges Bush en votant en faveur d'une réduction de l'impôt sur les plus-values.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1989 la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.
- XI. 7 — Election des candidats noirs David Dinkins (démocrate) comme maire de New-York et Douglas Wilder (démocrate)

comme gouverneur de Virginie. Il est le premier noir élu gouverneur.

- XII. 12 — James Baker, secrétaire d'Etat américain en visite officielle à Berlin-Ouest, présente le schéma d'une «nouvelle architecture européenne» et d'un «nouvel atlantisme» proposant un renforcement des liens entre les Etats-Unis et la CEE.
- 20 — Intervention au Panama des forces américaines pour mettre fin à la dictature exercée par le général Antonio Noriéga. Le 25, les troupes américaines rétablissent au pouvoir le président Endara, élu démocratiquement le 7 mai 1989, sans toutefois capturer le général Noriéga, en fuite.
- 28 — Plus bas niveau du dollar qui tombe à 5,74 F et 1,68 DM.

### **Hongrie**

- X. 7 — Un congrès extraordinaire du PC transforme le Parti socialiste ouvrier (PSOH) en Parti socialiste (PSH). Du 18 au 20 les députés adoptent une série de lois qui modifient la constitution et ouvrent la voie aux premières élections libres depuis 1947. Le 23, la IV<sup>e</sup> République est proclamée et met fin à la République populaire instaurée en 1949 par les communistes.

### **Iran**

- II. 14 — L'imam Khomeiny ordonne que soit «exécuté rapidement» l'écrivain britannique Salman Rushdie, dont le roman, «Les versets sataniques», selon lui, «offense l'islam, le Prophète et le Coran».
- V. 4 — Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, président du Parlement iranien appelle les Palestiniens à «tuer des Américains, des Britanniques ou des Français» en représailles de la «brutalité sioniste en Palestine». Washington, Londres et Paris expriment le 5, leur indignation à ces propos jugés «totalement inacceptables».
- VI. 3 — Mort de l'imam Khomeiny, guide de la révolution islamique, à l'âge de 89 ans. Le 4 l'Assemblée des experts élit guide de la République islamique, Ali Khamenei.
- VII. 28 — Hachemi Rafsandjani, président du Parlement depuis 1980, est élu chef de l'Etat avec 94,51 % des suffrages.

### **Japon**

- I. 1 — Pendant l'année 1988 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 1 % et en moyenne de 0,6 % par rapport à 1987 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 8,1 % et en moyenne de 8,7 % ;
  - l'excédent commercial a été de 12 160 milliards de yen et celui de la balance des paiements courants de 10 189 milliards de yen.
- A la fin de 1988 le nombre des demandeurs d'emploi était de 1,4 million, soit 2,4 % de la population active.
- II. 24 — Funérailles de l'empereur Hirohito.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1989 la hausse des prix de détail a été de 0,5 %.
- 25 — Impliqué dans un scandale, Noboru Takeshita, Premier ministre depuis 1987, démissionne.
- V. 26 — La Banque du Japon élève son taux d'escompte, bloqué depuis février 1987, de 2,5 à 3,25 %.
- VI. 2 — Sosuké Uno remplace Noboru Takeshita comme Premier ministre.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1989 la hausse des prix de détail a été de 2,4 %, en raison de l'institution d'une TVA.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1989 la hausse des prix de détail a été de 0,1 %.
- 5 — La Banque du Japon élève son taux d'escompte de 3,25 à 3,75 %.

### **Liban**

- XI. 5 — Le Parlement libanais élit le député chrétien René Moawad président du Liban. Le général Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien, déclare cette élection «anticonstitutionnelle».
- 22 — Assassinat du président libanais René Moawad élu le 5.
- 24 — Les députés libanais élisent Elias Hraoui président de la République libanaise.

**Mexique**

- VII. 23 — Accord conclu avec les banques créancières qui prévoit une réduction de 35 % des 54 milliards de dollars de dettes commerciales.

**Pologne**

- IV. 5 — Accord entre le pouvoir et le syndicat Solidarité, qui, mettant un terme aux travaux de la table-ronde commencés le 6 février, rétablit le pluralisme syndical, prévoit la démocratisation des institutions politiques et l'entrée de l'opposition au Parlement. Le 18 le général Jaruzelski et Lech Walesa se rencontrent.
- VI. 4 — Premières élections libres, où l'opposition remporte un très large succès dès le premier tour. Les candidats de Solidarité obtiennent les 161 sièges octroyés aux indépendants à la Diète et 99 des 100 sièges du Sénat.
- VII. 19 — Election du général Jaruzelski comme président de la République. Le 25 Lech Walesa refuse la participation du syndicat Solidarité à un gouvernement de coalition avec le parti communiste. Le 30, Mieczyslaw Rakowski, Premier ministre, est élu secrétaire général du parti communiste en remplacement du général Jaruzelski.
- VIII. 2 — La Diète élit le général Czeslaw Kiszczak au poste de Premier ministre. Lech Walesa, émettant des réserves quant à ce choix propose une coalition entre Solidarité, le Parti paysan et le Parti démocrate, sans les communistes du POUP. Le 14 le général Kiszczak renonce à former le gouvernement. Le 16 les partis politiques adoptent une résolution en faveur d'un gouvernement de coalition, dirigé par Solidarité, mais avec des membres du POUP.
- 19 — Le général Jaruzelski nomme Premier ministre Tadeusz Mazowiecki, membre de Solidarité.
- 24 — Le Premier ministre, dans une déclaration à la Diète affirme son intention de rétablir une économie de marché. Les députés, par 378 voix, contre 4 et 41 abstentions accordent l'investiture à Tadeusz Mazowiecki.
- IX. 8 — Tadeuz Mazowiecki présente son gouvernement de coalition : le PC y a 4 ministères, le parti paysan 4, le parti démocrate 2, Solidarité 12 .
- 12 — Vote de confiance de la Diète au nouveau gouvernement par 402 voix, aucune voix contre et 13 abstentions.

- 29 — Le Parlement polonais abolit le rôle dirigeant du Parti ouvrier unifié (POUP) et supprime les clauses de la Constitution qui définissent la Pologne comme étant un Etat socialiste et «populaire».

### **Roumanie**

- XI. 20 — A Bucarest Nicolae Ceausescu, en ouvrant le XIV<sup>e</sup> congrès du PC boycotté par plusieurs partis communistes et les diplomates occidentaux, réitère son attachement au socialisme «scientifique».
- XII. 19 — Sanglantes répressions menées par les hommes de Ceausescu dans plusieurs régions, dont Timisoara, en Transylvanie.
- 20 — De retour d'un voyage officiel en Iran, Nicolae Ceausescu met en cause des «groupes fascistes et antinationaux» et «des services d'espionnage étrangers».
- 21 — Des milliers de personnes manifestent contre la dictature de Ceausescu.
- 22 — Nicolae Ceausescu, «le conducator», en fuite, est arrêté par l'armée.
- 23-26 — De violents combats ont lieu à Bucarest entre des unités de l'armée régulière qui défend le peuple et les agents de la *Securitate*, fidèles à Ceausescu. A Timisoara un charnier de plusieurs milliers de victimes est découvert.
- 25 — Nicolae Ceausescu et sa femme Elena, après un «procès» sommaire, sont condamnés à mort et exécutés immédiatement par l'armée.
- 26 — La présidence du Conseil du front national est confiée à Ion Lliescu, ancien secrétaire du comité central du PC et la vice-présidence à Dimitri Mazilu, ancien ambassadeur de la Roumanie aux Nations unies. Sous son autorité un gouvernement est constitué avec Petre Roman comme Premier ministre et le général Nicolae Militaru, ministre de la Défense.
- 27-28 — Première réunion plénière du Conseil du front de salut national (CFSN) : adoption d'une série de mesures d'urgence : création de tribunaux d'exception pour juger les terroristes, suppression de la peine de mort et abrogation de lois édictées par l'ancien régime. Le CFSN, composé de 36 membres est résolu à assurer la direction du pays jusqu'aux élections prévues pour avril 1990.

Le calme revient à Bucarest où les derniers rebelles de la *Securitate* ont déposé les armes.

### **Royaume-Uni**

- I. 1 — Pendant l'année 1988 :
- la hausse des prix de détail a été de en glissement de 3,7 % et en moyenne de 5 % par rapport à 1987 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 2,2 % et en moyenne de 3,6 % ;
  - le déficit commercial a été de 2 milliards de livres et celui de la balance des paiements courants de 1,5 milliard de livres.
- A la fin de 1988 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,037 millions, soit 7,2 % de la population active.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1989 la hausse des prix de détail a été de 1,6 %.
- V. 24 — La Banque d'Angleterre élève son taux directeur de 13 à 14 %.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1989 la hausse des prix de détail a été de 2,9 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre la hausse des prix de détail a été de 1 %.
- 5 — La Banque d'Angleterre élève son taux directeur de 14 à 15 %.
- 26 — Démission de Nigel Lawson, chancelier de l'Echiquier à la suite d'un désaccord avec le Premier ministre.

### **Tchécoslovaquie**

- X. 28 — A Prague près de dix mille manifestants défilent dans les rues aux cris de «liberté».
- XI. 17-20 — A Prague les forces anti-émeutes répriment durement une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes.
- 24 — Karel Urbanek, remplace Milos Jakes à la tête du Parti tchécoslovaque. Démission en bloc de la direction du PCT et exclusion de sept membres du bureau politique, notamment tous les responsables liés à l'écrasement du «printemps de Prague» de 1968, ainsi que du Premier ministre Ladislav Adamec.

- 27 — Le mot d'ordre de grève général, lancé par l'opposition, est suivi par les Tchécoslovaques. L'opposition, regroupée dans le Forum civique, présente un programme en sept points, réclamant notamment une nouvelle Constitution et des élections libres.
- 28 — Ouverture de négociations entre le Forum civique et le gouvernement tchécoslovaque de Ladislav Adamec.
- 29 — L'Assemblée fédérale procède à une réforme fondamentale de la Constitution et abolit notamment la notion de «rôle dirigeant» du PC. Le chef du gouvernement, Ladislav Adamec, déclare qu'il souhaite «entamer avec l'URSS des discussions sur le retrait des troupes soviétiques».
- XII. 6-8 — Démission du Premier ministre Ladislav Adamec. Marian Calfa le remplace. Les négociations se poursuivent entre le nouveau Premier ministre et l'opposition et aboutissent à un accord pour la formation d'un gouvernement où les communistes seront minoritaires.
- 10 — Après la formation d'un gouvernement à majorité non communiste, le président Gustav Husak présente sa démission.
- 29 — Les 323 membres de l'Assemblée fédérale élisent à l'unanimité président de la République le dramaturge et ancien dissident Vaclav Havel et président de l'Assemblée Alexander Dubcek, qui avait été le dirigeant du «printemps de Prague» en 1968.

### **Tunisie**

- IV. 2 — Elections présidentielles, où le président Ben Ali obtient 99,27 % des suffrages exprimés.

### **URSS**

- II. 13 — Retrait d'Afghanistan des dernières unités soviétiques.
- III. 15 — Réunion du Comité central à Moscou où Mikhaïl Gorbatchev dresse un tableau catastrophique de l'agriculture soviétique et annonce une «réorganisation fondamentale des rapports économiques», qui permettra notamment le développement du système des baux à long terme.
- 16 — Le Comité central adopte de nouvelles réformes en faveur d'une décollectivisation de l'agriculture.

- 25 — Les membres du Congrès élisent Mikhaïl Gorbatchev chef de l'Etat.
- 26 — Elections au Congrès des députés du peuple, où les électeurs se prononcent pour le changement et la démocratie, les candidats officiels du parti ayant été largement désavoués.
- IV. 25 — Démission de 110 membres du Comité central.
- V. 11 — Mikhaïl Gorbatchev annonce, lors de la visite officielle du secrétaire d'Etat américain James Baker, le retrait unilatéral de 500 ogives nucléaires et présente de nouvelles propositions de réduction des forces conventionnelles en Europe.
- 30 — Discours de Mikhaïl Gorbatchev devant le Congrès des députés, où il annonce un approfondissement des réformes politiques, qui accroîtra le rôle du nouveau Parlement.
- VI. 12-15 — Première visite officielle de Mikhaïl Gorbatchev en RFA, où il signe, le 13, une déclaration avec Helmut Kohl prévoyant un «essor stable et durable» des relations entre les deux pays.
- VII. 4-6 — Mikhaïl Gorbatchev se rend en visite officielle en France, où François Mitterrand appelle l'Occident à soutenir la Pérestroïka.
- 18 — Alors que plusieurs mouvements de grève de mineurs éclatent en Sibérie, Mikhaïl Gorbatchev annonce un programme d'achat à l'étranger de 100 milliards de francs de biens de consommation.
- IX. 20 — Réunion du comité central du PCUS où sont adoptés à l'unanimité une plate-forme sur «la politique des nationalités» et un remaniement du bureau politique : des conservateurs sont exclus, des réformateurs promus, renforçant ainsi l'emprise de Mikhaïl Gorbatchev.
- XII. 1 — Visite officielle de Mikhaïl Gorbatchev au Vatican pour rencontrer le Pape.
- 9 — Réunion du comité central du PC où Mikhaïl Gorbatchev menace de démissionner de son poste de secrétaire général. Par 1 138 voix contre 839, les députés refusent d'entamer le débat sur l'abolition du rôle dirigeant du parti mais Mikhaïl Gorbatchev laisse prévoir l'abandon ultérieur de cet article de la Constitution.
- 14 — Décès à Moscou d'Andréï Sakharov, physicien, prix Nobel de la paix, membre du Congrès, animateur de l'opposition démocratique.

- 31 — Dans ses vœux télévisés de nouvel an, Mikhaïl Gorbatchev déclare que 1989 aura été l'année «la plus difficile de la Perestroïka» mais restera comme celle de «la fin de la guerre froide», la division de l'Europe étant «reléguée au passé».

## France

- I. 1 — Pendant l'année 1988 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 3,1 % et en moyenne de 2,7 % par rapport à 1987 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 4,5 % et en moyenne de 4,4 % par rapport à 1987 ;
  - le déficit commercial a été de 32,5 milliards de francs et celui de la balance des paiements courants de 21,3 milliards de francs.
- A la fin de 1988 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,562 millions, soit 9,8 % de la population active.
- II. 1 — En janvier :
- hausse de 0,4 % des prix de détail ;
  - le déficit du commerce extérieur est de 3 milliards de francs (cvs) ;
  - baisse du nombre des demandeurs d'emploi, qui est de 2,547 millions en fin de mois (cvs).
- La Commission des opérations de Bourse (COB) décide l'ouverture d'une enquête sur les transactions qui ont accompagné l'offensive contre la Société générale.
- 4 — Marc Blondel est élu secrétaire général de FO en remplacement d'André Bergeron, à la tête de FO depuis 1963.
- 5-6 — Visite officielle de Roland Dumas à Téhéran, première visite d'un ministre français en Iran depuis dix ans.
- 12 — François Mitterrand sur TF1 réaffirme son ancrage à gauche et sa fidélité à «l'union des forces populaires». A propos de l'affaire Péchiney il souhaite que la justice soit «sévère» pour les affaires, critique l'argent facile de la spéculation et prend la défense de l'Europe sociale.

- 17 — Accord entre le PS et le PC sur la formation de listes communes pour les élections municipales.
- 22 — Maurice Faure, étant nommé membre du Conseil constitutionnel, quitte le gouvernement. Michel Delebarre, ministre des Transports et de la mer, prend ses attributions (équipement et logement).
- III. 1 — En février :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur de 0,4 milliard de francs (cvs) ;
  - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2, 527 millions en fin de mois (cvs).
- 9 — Pierre Bérégovoy annonce la suppression totale du contrôle des changes pour les entreprises.
- 12 — Premier tour des élections municipales où le taux d'absentéisme est très fort : 30 %. Le rapport gauche (48,02 %) droite (50,34 %) reste stable.
- 16 — Grève de la Fonction publique en Corse où les syndicats demandent une prime d'insularité et une indemnité compensatrice de la vie chère.
- 19 — Second tour des élections municipales où l'absentéisme reste élevée (26,90 %). Le PS gagne 35 villes de plus de 20 000 habitants, dont Strasbourg, Brest, Dunkerque et Aix-en-Provence et en perd 14. La droite ne contrôle plus que 180 villes sur 394. Les listes RPR de Jacques Chirac à Paris et de Michel Noir à Lyon l'emportent dans tous les arrondissements.
- 20 — Pierre Bérégovoy autorise le rapprochement entre la BNP et l'UAP.
- 21 — Seule la CGC signe l'accord sur l'aménagement du temps de travail. La CFDT décide de le signer le 24.
- IV. 1 — En mars :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
  - le déficit du commerce extérieur, en sensible baisse, est de 0,3 milliard de francs (cvs) ;
  - légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,521 millions en fin de mois (cvs).
- 6 — Douze jeunes «rénovateurs», six RPR, dont Philippe Séguin, Michel Noir et Alain Carignon, trois PR, dont Charles Million et François d'Aubert, et trois UDC, dont Bernard Bosson et Dominique Baudis annoncent qu'ils préparent une liste pour les élections européennes.

- 8 — Le conseil national du RPR se prononce pour la liste RPR-UDF aux élections européennes. Le 13, «les rénovateurs» renoncent à constituer leur liste et déclarent qu'ils ne seront sur aucune liste.
- 11 — Le gouvernement suspend les négociations avec les syndicats corses, bien que la grève des fonctionnaires perdure. Le 12, Michel Rocard déclare à l'Assemblée nationale : «Il faut abandonner l'idée que, lorsqu'une catégorie sociale descend dans la rue, l'Etat paie». Le conflit se termine le 2 mai, des tables-rondes pour traiter au fond des problèmes de la Corse étant réunies.
- 13 — Accord de coopération entre Framatome et Siemens pour l'exportation de centrales nucléaires.
- 15 — Michel Rocard fixe, dans une lettre adressée à ses ministres, les objectifs pour le budget 1990, où le déficit doit être ramené autour de 90 milliards de francs.
- 18 — L'Etat lance son premier emprunt en ECU, d'un montant de 7 milliards de francs et d'une durée de huit ans.
- 19 — L'Assemblée nationale adopte le projet de réforme de la COB et des OPA.
- V. 1 — En avril :
- hausse de 0,6 % des prix de détail ;
  - aggravation du déficit du commerce extérieur, qui atteint 3,7 milliards de francs (cvs) ;
  - légère augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,534 millions en fin de mois (cvs).
- 2-4 — La visite officielle de Yasser Arafat, chef de l'OLP, à Paris suscite une vive émotion dans la communauté juive française. Yasser Arafat déclare le 2 mai que la charte de l'OLP est «caduque».
- 4 — Assassinat à Ouvéa (Nouvelle-Calédonie) par des extrémistes canaques de Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS et de Yeiwéné Yeiwéné, artisans avec Jacques Lafleur «des accords de Matignon» sur la Nouvelle-Calédonie.
- 9 — Après les obsèques des deux chefs indépendantistes assassinés, Michel Rocard maintient le calendrier d'application des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie : les élections provinciales se dérouleront, comme prévu, le 11 juin.
- 18 — Conférence de presse de François Mitterrand où il prend position contre la dénucléarisation de l'Europe occidentale et déclare : «le rôle de la France est de tenir son rang».

- VI. 1 — En mai :
- hausse de 0,4 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur de 6,7 milliards de francs (cvs) ;
  - légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,516 millions en fin de mois (cvs).
- 11 — Elections provinciales en Nouvelle-Calédonie. Le RPCR obtient 27 des 54 sièges du Congrès et le FLNKS 19.
- 13 — La loi sur le dénoyautage des sociétés privatisées est adoptée.
- 21 — Valéry Giscard d'Estaing préconise la réunion du RPR et de l'UDF dans une «seule formation». Jacques Chirac rejette cette proposition.
- 29 — La Banque de France élève son taux d'intervention de 8,25 à 8,75 %.
- Adoption par l'Assemblée nationale de la loi sur les rapports entre propriétaires et locataires.
- VII. 1 — En juin :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur ramené à 3,1 milliards de francs (cvs) ;
  - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,526 millions en fin de mois (cvs).
- 5 — Adoption au Parlement de plusieurs lois : prévention du licenciement économique, X<sup>e</sup> Plan, réforme de la COB et des OPA, sécurité routière, présidence commune pour A2 et FR3, condition de séjour et d'entrée des étrangers, éducation.
- 14 — François Mitterrand propose d'élargir aux particuliers le droit de saisir le Conseil constitutionnel.
- 19 — Pierre Bérégovoy présente le Plan d'épargne populaire (PEP).
- VIII. 1 — En juillet :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
  - aggravation du déficit du commerce extérieur, qui atteint 7,4 milliards de francs (cvs) ;
  - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,546 millions en fin de mois (cvs).

- 24 — Elections sénatoriales : la droite obtient 65 des 102 sièges et la gauche 37. Le RPR, avec 25 sièges, progresse aux dépens de l'UDF.
- IX. 1 — En août :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
  - détérioration du déficit du commerce extérieur qui atteint 9,3 milliards de francs (cvs), record absolu depuis septembre 1982;
  - légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,531 millions en fin de mois (cvs).
- Michel Rocard explique devant les militants socialistes sa proposition de «pacte de croissance». Ce pacte doit financer trois types de dépenses : pour la création d'emplois, pour l'éducation, la formation et la recherche, pour l'investissement et le pouvoir d'achat.
- 5 — Grève des ouvriers de l'usine Peugeot de Mulhouse pour protester contre l'insuffisance de leur pouvoir d'achat. Le 15 la grève s'étend à Sochaux.
- 6 — Le Conseil des ministres décide de baisser de 28 à 25 % la TVA sur les automobiles et le matériel hi-fi à partir du 15 septembre.
- 13 — Michel Rocard présente en Conseil des ministres le deuxième «plan emploi» de son gouvernement : l'accent est mis sur des mesures qui visent à abaisser le coût du travail, un effort est fait en faveur de la réinsertion des chômeurs de longue durée.
- 15 — Poursuite et durcissement de la grève des agents du ministère des Finances, commencée début juin.
- 20 — Rhône-Poulenc annonce l'acquisition pour 8,5 milliards de francs de deux sociétés importantes : la filiale chimique du Britannique RTZ Corporation et le département «spécialités» de la société américaine GAF.
- Le Conseil des ministres adopte le projet de budget pour 1990 qui prévoit 1 218,5 milliards de francs de dépenses publiques, 1 128,3 milliards de francs de recettes, soit un déficit de 90,2 milliards. Il prévoit une croissance de 5,3 % des dépenses publiques destinées aux secteurs prioritaires (enseignement, recherche et emploi, formation professionnelle).
- 22 — Michelin devient le n° 1 mondial du pneumatique en acquérant pour 4,5 milliards de francs le groupe pneumatique nord-américain Uniroyal-Goodrich.

- 27 — Mouvement de grève des surveillants de prisons à Paris et en province. Il prendra fin le 4 octobre.
- X. 1 — En septembre :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
  - excédent de 1,9 milliards de francs du commerce extérieur (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi est stable à 2,533 millions en fin de mois (cvs).
- 2 — La société Bull rachète l'activité du groupe américain Zénith et devient ainsi le sixième constructeur mondial d'ordinateur.
- 3 — Réélection d'Alain Poher à la présidence du Sénat.
- 5 — La Banque de France élève son taux d'intervention de 8,75 à 9,5 %.
- 7 — Les députés votent en première lecture les deux projets de loi sur le financement des partis et des campagnes électorales.
- 11 — Le gouvernement annonce l'ouverture de négociations sur une rénovation de la grille salariale de la fonction publique.
- 13 — Les députés adoptent en première lecture le projet de loi réformant le livre 1 du code pénal.
- Michel Rocard présente en Conseil des ministres le plan d'urgence pour l'Île-de-France, qui prévoit de doubler le nombre des logements sociaux à Paris et à sa périphérie.
- 20 — Après un conflit de cinq mois les syndicats des agents des finances décident de mettre fin à la grève, Pierre Bérégovoy leur ayant proposé une prime mensuelle de 315 F.
- 21 — Michel Rocard engage la responsabilité de son gouvernement sur la première partie (recettes) du projet de budget. La motion de censure déposée par le RPR, l'UDF et l'UDC n'obtient que 240 voix.
- 23 — Reprise du travail aux usines Peugeot de Mulhouse et de Sochaux.
- 25 — Le décret instituant une prime de croissance de 1 200 F pour les fonctionnaires et 900 F pour les retraités est approuvé en Conseil des ministres.
- XI. 1 — En octobre :
- hausse de 0,4 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur à 8,7 milliards de francs (cvs) ;

- légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,526 en fin de mois (cvs).
- 3 — A Bonn, 54<sup>e</sup> sommet franco-allemand, où François Mitterrand et Helmut Kohl s'entretiennent de l'évolution de la situation dans les pays de l'Est. François Mitterrand déclare que le problème de la réunification de l'Allemagne est «un des faits dominants de cette fin de siècle» et que la France n'a pas à la craindre.
- 4 — Après les polémiques sur le port du foulard islamique, Lionel Jospin demande l'avis du Conseil d'Etat. Le 27, le Conseil d'Etat estime que le port du foulard n'est «pas incompatible» avec la laïcité de l'école publique, mais que les actes de propagande ou de refus de suivre tous les enseignements doivent être proscrits.
- 17 — Michel Rocard engage la responsabilité de son gouvernement sur l'approbation de la loi de finances pour 1990. Les députés du RPR, de l'UDF et de l'UDC déposent une motion de censure qui n'est pas votée.
- 21 — Le Sénat approuve par 190 voix contre 103 la politique du gouvernement Rocard à l'égard de l'Est.
- XII. 1 — En novembre :
  - hausse de 0,2 % des prix de détail ;
  - légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,523 en fin de mois (cvs).
- 3 — Au deuxième tour des élections législatives partielles Marie-France Stirbois (FN) est élue à Dreux avec 61,30 % des voix. Jean-François Mattéi (UDF-RPR) est élu à Marseille avec 52,81 % des voix.  
— François Mitterrand rencontre Mikhaïl Gorbatchev à Kiev.
- 6 — Michel Rocard présente en Conseil des ministres les orientations du dispositif d'intégration des immigrés, qui comprend 48 dispositions pratiques et des décisions prioritaires visant à réduire le flot migratoire. Hubert Prévot est chargé de la coordination de ce projet.
- 10 — François Mitterrand, lors d'une intervention télévisée, s'efforce de rassurer les Français sur les conséquences des changements dans les pays de l'Est et de l'immigration en France.
- 12 — Le Conseil supérieur de l'Education nationale (CSEN) adopte à la quasi-unanimité la circulaire sur la laïcité préparée par Lionel Jospin.

- 15-22 — Grève menée par la CGT aux Nouvelles messageries de la presse française (NMPP).
- 18 — La Banque de France élève d'un demi-point ses taux directeurs de 9,50 à 10 %.
- 19 — Michel Rocard, dans un discours devant le Conseil économique et social, définit sa conception de la lutte contre les inégalités : «Je ne laisserai pas la société française fabriquer des hommes et des femmes qui auraient perdu l'espoir».
- A deux reprises, Michel Rocard engage la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale sur l'adoption définitive du projet de loi de finances pour 1990.
- 20 — Visite officielle de François Mitterrand en RDA où il rencontre le chef du gouvernement Hans Modrow et insiste sur l'autodétermination des peuples allemands.
- A la fin de la session parlementaire : plusieurs textes sont adoptés : financement des campagnes électorales, projet de programmation militaire 1990-1993, budget 1990, amnistie en Nouvelle-Calédonie.
- 27 — A la suite des événements qui se sont déroulés en Roumanie, la direction du Parti communiste et plus particulièrement son secrétaire général, Georges Marchais sont mis en cause du fait de leurs relations avec le PC de Ceausescu.
- 31 — Dans ses vœux télévisés de nouvel an, François Mitterrand salue dans son message les événements d'Europe de l'Est «qui dépassent en importance tout ce que nous avons connu depuis la guerre». François Mitterrand souhaite un renforcement rapide de la Communauté européenne à Douze et l'avènement dans les années quatre-vingt-dix d'une «confédération» européenne plus large, englobant les pays de l'Est devenus démocratiques.

## Sciences et technique

- III. 14 — Des médecins français annoncent qu'ils ont réalisés, le 30 juin 88, la première greffe *in utero* en transplantant des cellules fœtales sur un fœtus de 28 semaines atteint d'un déficit immunitaire mortel.
- V. 4 — La navette américaine Atlantis lance la sonde Magellan à destination de Vénus.
- X. 9 — Le prix Nobel de médecine est attribué à Michael Bishop et Harold Varmus (Etats-Unis) pour leurs travaux sur les oncogènes ou gènes du cancer.
- 18 — La navette américaine Atlantis largue la sonde Galileo qui doit atteindre Jupiter en juillet 1995.
- XI. 19 — Lancement du satellite américain COBE chargé d'étudier et de mesurer les rayonnements témoins des premiers temps de l'univers.